RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2025-004/DCC/15-07-CC/SG

du 15 juillet 2025 relative à la requête de Monsieur Ousmane CAMARA, Président de l'Alternative Nouvelle Génération (ANG) tendant à faire constater l'inéligibilité de Monsieur Alassane OUATTARA et l'irrégularité de son élection en 2020 en tant que Président de la République de la Côte d'Ivoire

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution ;

Vu la Loi organique n° 2022-222 du 25 mars 2022 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu la Loi n° 2020-493 du 29 mai 2020 portant ratification de l'ordonnance n° 2020-356 du 8 avril 2020 portant révision du code électoral ;

Vu le Règlement intérieur n°001/2023/CC/SG du 17 janvier 2023 du Conseil constitutionnel ;

Vu le Règlement administratif n° 010/2022/CC/SG du 07 novembre 2022 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement des services du Conseil constitutionnel ;

Vu la requête n° 004/2025 introduite, le 27 juin 2025, par Monsieur Ousmane CAMARA, Président de l'Alternative Nouvelle Génération (ANG) ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que par requête, en date du 27 juin 2025, enregistrée sous le numéro 004/2025 au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, le 30 juin 2025, Monsieur Ousmane CAMARA, Président du mouvement politique dénommé « Alternative nouvelle génération » en abrégé (ANG) se disant candidat officiellement déclaré à l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, a saisi le Conseil constitutionnel à l'effet de constater l'inéligibilité et l'illégalité de l'élection d'octobre 2020 de Monsieur Alassane OUATTARA, actuel Président de la République de Côte d'Ivoire, pour non-respect des dispositions constitutionnelles relatives à la nationalité exclusive et ce, sur le fondement des articles 4, 55, 126 et 127 de la Constitution Ivoirienne du 08 novembre 2016, des dispositions du Code électoral et de l'article 48 du Code de la nationalité Ivoirien ;

Qu'au soutien de sa requête, il expose que le Président actuel de la Côte d'Ivoire a joui de la nationalité Burkinabè comme l'atteste le Communiqué de presse du Fonds Monétaire International (FMI) n° 84/35 du 1^{er} novembre 1984 ;

Qu'il n'y a jamais renoncé publiquement ; que depuis 1985, sa nationalité ivoirienne est contestée dans le débat politique ivoirien ;

Qu'il n'est donc pas exclusivement de nationalité Ivoirienne telle que l'exige l'article 55 de la Constitution ivoirienne ;

Qu'en l'absence de renonciation formelle, il continue de posséder une autre nationalité, notamment la nationalité Burkinabè ;

Que ce faisant, il a perdu la nationalité Ivoirienne conformément à l'article 48 du Code de nationalité Ivoirien ;

Qu'il indique en outre, qu'il est établi que la jurisprudence de la Commission électorale indépendante (CEI) et des juridictions administratives exclut les candidats ayant une autre nationalité, même temporairement, comme cela a été le cas de Monsieur Cheick Tidjane THIAM et de Monsieur Jean-Louis BILLON, lesquels ont dû procéder à la renonciation expresse de leur double nationalité pour se conformer aux prescriptions de la Constitution ;

Qu’au vu de tous les éléments qui précèdent, la non exclusion de l’actuel Président de la République à la Magistrature suprême de 2020, viole le principe d’égalité devant la loi consacré par l’article 4 de la Constitution ;

Qu’il demande au Conseil constitutionnel, garant de la Constitution et de l’égalité de tous les citoyens devant la loi, de déclarer l’élection à la Magistrature suprême de 2020, du Président de la République, irrégulière et anticonstitutionnelle, pour non-respect des dispositions de l’article 55 de la Constitution et exiger sa démission immédiate en application des article 126 et 127 de la Constitution, tout en mettant en œuvre la procédure de la vacance de la présidence et convoquer de nouvelles élections ;

Sur la recevabilité

Considérant qu’à l’examen du dossier, le requérant demande au Conseil constitutionnel de constater la non exclusivité de la nationalité ivoirienne de Monsieur Alassane Ouattara au sens de l’article 55 nouveau de la Constitution et de déclarer son élection à la Magistrature suprême de 2020 irrégulière et anticonstitutionnelle ;

Considérant qu’il sollicite ainsi, la remise en cause de l’éligibilité et l’élection du Président de la République ;

Considérant cependant, que c’est en application des articles 126, 127 et 55 de la Constitution, ainsi que des dispositions du Code électoral en ses articles 48 à 57 relatifs notamment aux conditions d’éligibilité du Président de la République, que le Conseil constitutionnel a statué sur l’élection du Président de la République lors du scrutin du 31 octobre 2020 ;

Qu’à l’issue de cette élection, Monsieur Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur et déclaré Président élu de la République de Côte d’Ivoire par décision n° CI-2020-EP-010/09-11/CC/SG du 09 novembre 2020 portant proclamation des résultats définitifs de l’élection du Président de la République du 31 octobre 2020, après que le Conseil constitutionnel a préalablement vérifié les conditions d’éligibilité des candidats ainsi que le traitement des contestations relatives à l’élection du Président de la République et ce, dans les délais prescrits par les textes susvisés ;

Que l'élection de 2020 du Président de la République n'est ni irrégulière ni anticonstitutionnelle ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 138 de la Constitution, les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toute autorité administrative, juridictionnelle, militaire et à toute personne physique ou morale ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède, que l'élection de 2020 du Président de la République ne peut faire l'objet d'aucune contestation devant la Juridiction constitutionnelle ;

Que la requête est irrecevable ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Monsieur Ousmane CAMARA, Président de l'Alternative Nouvelle Génération (ANG) est irrecevable ;

Article 2 : Une expédition de la présente décision sera notifiée au requérant et transmise au Président de la République pour publication au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mardi 15 juillet 2025 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Chantal Nanaba CAMARA

Assata KONÉ épouse SILUÉ

Kindoh Rosalie KOUAMÉ épouse ZALO

Mamadou SAMASSI

Aimée ZEBEYOUS

Richard Christophe ADOU

Sébastien Yédoh

Présidente

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Assistés de Monsieur Dossongui Seydou KONÉ, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec la Présidente,

Le Secrétaire Général

La Présidente

Dossongui Seydou KONÉ

Chantal Nanaba CAMARA

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 15 juillet 2025

Dossongui Seydou KONÉ